

Donald Johnston, secrétaire général de l'OCDE, revient sur le protectionnisme ambiant:

# « Mieux vendre la mondialisation »

Quelques jours après le sommet de Madrid, qui réunissait les chefs d'Etat de l'Union européenne et ceux d'Amérique latine, le retour du protectionnisme semble plus que jamais à l'ordre du jour. Dans la capitale espagnole, les dirigeants sud-américains ont pu constater le gouffre économique qui sépare leurs pays de l'Europe. Alors que les Européens se sont montrés réticents à l'ouverture de leurs marchés.

Moins d'une semaine après la réunion ministérielle de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) à Paris, qui a condamné le renouveau du protectionnisme des Etats-Unis (acier, subventions aux agriculteurs) Donald Johnston, secrétaire général de l'OCDE, revient sur le «chacun pour soi commercial» qui caractérise les décisions prises ces dernières semaines et sur le contexte économique international.

## Faut-il redouter un retour du protectionnisme?

Les épisodes commerciaux américains sont malheureux mais compréhensibles. Et les échéances électorales n'y sont pas étrangères. Mais il n'y a pas de changement de philosophie dans leur politique économique. Le libéralisme fonctionne un peu comme un vélo. Il ne faut jamais arrêter de pédaler, sinon on perd l'équilibre et on tombe. Mais les subventions américaines à l'agriculture ou l'augmentation des barrières douanières sur l'acier ne sont, disons, qu'un caillou sur le chemin de l'ouverture économique mondiale. Le problème c'est la période dans laquelle interviennent ces options, juste après les promesses de Doha (les nations occidentales s'y étaient engagées en novembre 2001 à réduire les subventions à leurs agriculteurs, qui pénalisent fortement le développement des pays pauvres, ndr).

Lors de la conférence ministérielle de l'OCDE, la semaine passée, des délégations ont beaucoup glosé sur la faiblesse des engagements internationaux. Pointant du doigt les Etats-Unis, mais aussi la France, qui a laissé entendre qu'elle prendrait ses distances avec le pacte de stabilité européen...

Il y a une fragilité face au système démocratique. C'est une bonne chose de prendre de grands engagements à l'étranger, mais la politique reste avant tout une affaire locale. Les hommes politiques pensent toujours à se faire élire avant d'honorer leurs engagements. Ils ne jouent jamais contre leur propre intérêt. Sauf à avoir une majorité écrasante, le champ libre n'est ja-

mais acquis. Notre rôle est de montrer que l'intérêt général doit primer sur les intérêts particuliers: protéger le secteur de l'acier, ses travailleurs, n'est pas forcément faire le jeu du consommateur et des acheteurs. Pour accepter cela, il faut sortir de la Realpolitik.

**Les oubliés de la croissance mondiale sont de plus en plus nombreux, dans les pays pauvres, mais aussi à l'intérieur des pays riches. N'est-on pas allé trop loin, trop vite, dans la libéralisation des échanges, au détriment justement de l'intérêt général?**

On ne peut pas ralentir le processus de mondialisation. On doit même peut-être l'accélérer. Les gouvernements doivent mieux «vendre» le message de la mondialisation, mieux préparer les sociétés aux

changements inéluctables et prendre des mesures de protection pour ceux qui n'en profitent pas encore. Chaque société, même dans les pays les plus démunis, a tiré des bénéfices de la mondialisation. C'est le partage de ses fruits, sa redistribution, qui a fait défaut. La faute aux politiques domestiques, aux gouvernements nationaux.

**Pourtant, depuis vingt ans, les gouvernements, même sociaux-démocrates, en Europe, n'ont pu faire reculer la pauvreté. Comment concilier rigueur budgétaire et souci de justice sociale?**

S'attaquer aux racines de la pauvreté et du chômage suppose avant tout d'initier des changements structurels. Cela passe forcément par un marché plus libre, dénué d'obstacles. Les ressources en finances, en capital humain, en environnement, ne sont pas encore allouées en fonction des règles du marché; elles restent trop rigides, comme c'est le cas en France ou en Allemagne sur le marché du travail. Si le licenciement est trop encadré, il limite les embauches. Dans une société basée sur le savoir et la formation, la flexibilité du travail doit primer sur la préservation à courte vue

des emplois. On peut très bien concilier modernisme, souplesse dans le marché de l'emploi et souci d'égalité sociale: le Danemark, même avec ses prélèvements obligatoires records, le prouve. La richesse de la mondialisation, c'est qu'elle profite au consommateur. Lorsqu'il va dans un magasin de sport, il peut voir une grande variété de marques, des prix de plus en plus bas, il ne fait pas forcément le lien avec l'offre et les conséquences des politiques de libre-échange...

**Il y a aussi le revers de la médaille, comme les conditions de travail dans les «sweatshops» (usines à sueur) en Asie. La mise en place de «codes de bonne conduite» pour les multinationales, sans aucune contrainte, comme vous la préconisez, suffira-t-elle à les réveiller sur le plan social?**

Les entreprises multinationales sont les meilleures dans chaque pays, même s'il y a des exceptions. Elles représentent une force très saine et favorisent l'augmentation du niveau de vie où elles sont installées. L'opinion publique, la société civile, les consommateurs et les actionnaires sont très efficaces pour exer-

«Les échéances électorales ne sont pas étrangères aux récentes décisions américaines.»  
Donald Johnston

cer la vigilance. De plus en plus de sociétés s'engagent désormais à appliquer à l'étranger quelques-uns des standards sociaux auxquels elles sont contraintes dans leurs pays d'origine. Cela a un effet contagieux auprès des entreprises locales. On peut aller de l'avant avec des recommandations, sans avoir besoin de négocier des nuits sur une virgule pour une convention contraignante...

**Comment, quand les Etats-Unis refusent toujours de signer le protocole de Kyoto sur l'effet de serre, continuer à promouvoir le développement durable et la «nécessaire bonne gouvernance»?**

C'est délicat. Il y a toujours des contradictions. Mais les Etats-Unis ont beaucoup progressé sur les questions de l'environnement depuis trente ans. Il faut replacer l'écueil de Kyoto dans un contexte. De façon générale, la gouvernance mondiale, la coordination

entre Etats a beaucoup progressé depuis dix ans. Il y a plus de transparence, plus de coordination entre les institutions, comme la Banque mondiale, le FMI ou l'OMC. On prend des mesures de façon coordonnée. **Ne craignez-vous pas une tendance à l'unilatéralisme américain, notamment à la suite des événements du 11 septembre?**

Non, c'était davantage le cas avant le 11 septembre. D'ailleurs, Washington a rejoint, depuis, la lutte contre les paradis fiscaux... L'après-crise a été bien gérée, et les retombées économiques bien contrôlées. Prenez l'affaire Enron: elle a permis d'identifier un grand nombre de faiblesses du système. La 7<sup>e</sup> entreprise américaine a fait faillite sans grande vague dans le monde. Je suis personnellement très impressionné par cette capacité du système capitaliste à gérer ses crises successives... ●

Recueilli par CHRISTIAN LOSSON